



Février 2026

**C.C.T.P. COMMUN A TOUS LES LOTS**

<b>Nom de la personne publique</b>	INSTITUT DE FRANCE 23, quai de Conti 75006 Paris
<b>Représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur</b>	Le Chancelier de l'Institut de France
<b>Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 du Code de la commande publique</b>	Le Chancelier de l'Institut de France
<b>Comptable assignataire des paiements</b>	Le comptable public, Receveur des Fondations
<b>Mode de consultation</b>	PROCÉDURE ADAPTÉE des articles L.2123- 1 et R.2123-1,4 et 5 du Code la commande publique
<b>Opération</b>	Rénovation de l'appartement R+2 de la Fondation Simone et Cino Del Duca (7 lots) – Institut de France
<b>N° du marché</b>	<b>M26/6-003</b>



## Table des matières

<b>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)</b>	<b>1</b>
<b>PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1 : OBJET DES TRAVAUX	3
ARTICLE 2 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 3 : INTÉGRALITÉ DES OUVRAGES / QUALITÉ ET FINIS DES INSTALLATIONS	4
<b>PARTIE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1 : PRESTATIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES	5
<b>PARTIE 3 – PÉRIODE DE PRÉPARATION</b>	<b>9</b>
ARTICLE 1 : DURÉE ET OBJECTIFS	9
ARTICLE 2 : DÉPENSES COMMUNES	9
ARTICLE 3 : DÉMARCHES ET AUTORISATIONS	10
ARTICLE 4 : PLANNING	11
ARTICLE 5 : DURÉE ET OBJECTIFS	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 6 : FIN DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION	11
<b>PARTIE 4 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX</b>	<b>11</b>
ARTICLE 1 : RÉUNIONS d'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION	11
ARTICLE 2 : AGRÉMENT DES MATÉRIAUX, PRODUITS ET ÉQUIPEMENTS	11
<b>PARTIE 5 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES DE CHANTIER</b>	<b>12</b>
ARTICLE 1 : SÉCURITÉ DES TIERS ET RESPECT DU VOISINAGE	12
<b>PARTIE 6 – DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE) et DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURES SUR LES OUVRAGES (DIUO)</b>	<b>13</b>
<b>PARTIE 7 – PRINCIPE DES INSTALLATIONS</b>	<b>14</b>
<b>PARTIE 8 – RESPECT DES NORMES EN VIGUEUR</b>	<b>14</b>
<b>PARTIE 9 – RESPONSABILITÉS</b>	<b>15</b>
<b>PARTIE 10 – DOCUMENTS À FOURNIR</b>	<b>15</b>
ARTICLE 1 : AVANT L'EXÉCUTION	15
ARTICLE 2 : PENDANT L'EXÉCUTION	Erreur ! Signet non défini.
<b>PARTIE 11 – MISE EN SERVICE - GARANTIE</b>	<b>16</b>
ARTICLE 1 : ESSAIS	16
<b>PARTIE 12 – DESCRIPTIF DES TRAVAUX</b>	<b>16</b>
<b>PARTIE 13 – PLANNING</b>	Erreur ! Signet non défini.



## **PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS**

Située en plein cœur de Paris en bordure du parc Monceau, la fondation Simone et Cino Del Duca est une fondation de l'institut de France ayant pour objectifs de faire rayonner, en France et à l'étranger, les arts, les lettres et les sciences. Le bâtiment accueille aujourd'hui des conférences, colloques et rencontres organisées par l'institut de France et ses partenaires mais aussi par des organisateurs extérieurs.

Le bâtiment de 5 étages (de R-1 à R+3) se compose, entre autres, de bureaux et de salles de réception. Un escalier de service relie l'ensemble des niveaux, cet escalier est composé de 6 paliers intermédiaires tous équipés de WC.

Le bâtiment est classé ERP type L catégorie 5.

### **ARTICLE 1 : OBJET DES TRAVAUX**

Le présent C.C.T.P. est destiné à la consultation des entreprises en vue de la rénovation de l'appartement R+2 de la fondation Del Duca.

L'objet principal du marché porte sur des travaux et prestations en vue du réaménagement et de la rénovation des espaces composant l'un des appartements situé au R+2 de la Fondation Del Duca.

Le présent marché est décomposé en sept (7) lots :

- Lot 1 : Gros œuvre, structure, démolitions et maçonnerie ;
- Lot 2 : Electricité ;
- Lot 3 : Plomberie ;
- Lot 4 : Revêtements muraux et sols ;
- Lot 5 : Menuiseries intérieures, serrurerie, équipements et agencements ;
- Lot 6 : Vitrail ;
- Lot 7 : Mobilier et équipements décoratifs.

Certains lots comportent des prestations de fournitures et d'équipements, ne relevant pas à proprement parler de travaux.

Les prestations attendues sont détaillées dans l'annexe 01 « 251205 MD Fondation Del Duca DCE – Descriptif » ainsi que dans l'annexe 02 « 251205 MD Fondation Del Duca DCE - Plans Généraux » et l'annexe 03 « 251205 MD Fondation Del Duca DCE – Agencements ».

Les missions d'ordonnancement, pilotage et coordination sont assurées par le maître d'œuvre.



Un coordinateur S.P.S. est chargé de prévenir les risques liés à la coactivité sur le chantier en organisant et en coordonnant les mesures de sécurité et de protection de la santé pendant les travaux. Il s'agit de l'Apave.

Ce C.C.T.P. commun a vocation à être respecté par chaque titulaire, que ce soit pour l'un ou plusieurs lot(s) de ce marché.

## ARTICLE 2 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Le présent descriptif est complété par des documents graphiques qui précisent et définissent les ouvrages et leurs limites.

Du fait de la technicité des prestations les entreprises candidates devront procéder à une visite des lieux selon les spécifications du règlement de la consultation afin d'apprécier à leur juste valeur les difficultés de mise en œuvre pour la parfaite réalisation de ces prestations.

Le titulaire, ayant pris connaissance du C.C.A.P. et des C.C.T.P. (commun ainsi que celui de son/ses lot(s)) dans leur totalité, et ayant procédé à la visite des lieux obligatoire, ne pourra se retrancher derrière une connaissance insuffisante des prestations à prendre en compte, des modifications nécessaires par rapport à l'existant et des sujétions d'exécution.

## ARTICLE 3 : INTÉGRALITÉ DES OUVRAGES / QUALITÉ ET FINIS DES INSTALLATIONS

Il reste entendu que le titulaire doit une fourniture et une exécution totale et complète suivant les règles de l'Art et les normes en vigueur, les prestations devant être livrées en parfait état de fonctionnement et d'achèvement. Il devra éventuellement suppléer par ses connaissances professionnelles et ses qualifications aux détails qui seraient omis ou mal indiqués dans le C.C.T.P.

Le titulaire est tenu de s'assurer du parfait achèvement de ses prestations, sachant que les décompositions globales et forfaitaires de chaque lot ne sont en rien limitatives, et ne peuvent en aucune façon déroger aux règles de l'art.

En cas de doute, d'imprécision ou de contradiction entre les plans et le C.C.T.P., le titulaire devra demander en temps utile aux services techniques du maître d'œuvre tout éclaircissement nécessaire.

Les prestations seront exécutées avec le plus grand soin et le titulaire veillera tout particulièrement à ce que son personnel d'exécution prenne un soin méticuleux au moindre détail. D'autre part, le **souci d'esthétique** même dans les ouvrages non apparents ne sera jamais perdu de vue.

Faute de se conformer à ces prescriptions, le titulaire ne pourra prétendre à aucun règlement en plus-value, ni se déroger devant l'obligation de conformité des prestations.



## **PARTIE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 1 : PRESTATIONS ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1 : Règles et normes applicables**

Les lois françaises s'appliquent au présent marché, y compris toute disposition d'ordre public des documents d'application en découlant.

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché doivent respecter les normes françaises. Toute prestation ne respectant pas la norme française applicable ou ne tombant pas dans le domaine d'application d'une norme française doit être signalée au maître d'œuvre par écrit.

Le titulaire est tenu d'observer les règles de l'art, telles qu'elles sont définies à l'article A243-1 du code des assurances : réglementations en vigueur, normes françaises homologuées ou normes publiées par les organismes de normalisation d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalant à celui des normes françaises.

Le titulaire du marché est tenu de respecter les avis techniques et autres documents techniques des fabricants, et tout particulièrement les préconisations de pose.

Les ouvrages sont tenus de respecter les DTU n'ayant pas statut de norme ainsi que les règles de calcul et recommandations d'organismes ou de groupes professionnels applicables aux prestations. En cas de doute, le titulaire est tenu de demander clarification au maître d'œuvre avant toute étude d'exécution ou réalisation

Le titulaire devra s'assurer que les prescriptions du permis de construire et de l'avis du service départemental d'incendie et de secours sont respectées tant au niveau technique qu'administratif.

#### **1.2 : Caractère global de la prestation**

Le présent marché étant un marché à prix global et forfaitaire, le titulaire doit l'intégralité des travaux et/ou prestation(s) nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages et prestations, et au parfait fonctionnement des équipements, sans exception ni réserve.

Les descriptions et indications du présent C.C.T.P. n'ont pas un caractère limitatif. Le caractère global et forfaitaire de l'offre demeure et le titulaire doit l'intégralité des prestations de son/ses lots, même si le présent C.C.T.P. ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au C.C.T.P. ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications.

Les marques ou références de matériels, matériaux et fournitures mentionnées au C.C.T.P. le sont à titre indicatif afin de permettre de fixer un certain niveau de prestations et constituent la référence de base de la qualité minimale exigée. Le titulaire a toute latitude pour proposer des marques et références d'aspect et qualité identiques et équivalentes, dans une nomenclature



détaillée jointe à l'appui de son offre qui devra nécessairement être validée par le Maître d'œuvre.

Le titulaire est tenu de prendre connaissance de l'intégralité du dossier de consultation des entreprises (DCE). De par sa signature des pièces du marché, le titulaire est réputé connaître l'ensemble du C.C.T.P., des pièces graphiques et des autres pièces du DCE et avoir incorporé toutes les sujétions à son offre.

Dans le cas où une prestation nécessaire n'a pas été décrite, il appartient au titulaire de le signaler au moment de la visite obligatoire sur site et le transmettre obligatoirement sur la plateforme PLACE durant la phase de mise en concurrence du marché (cf. délais au Règlement de la Consultation). Le fait de signaler une prestation manquante ne diminue pas la portée de l'obligation du titulaire décrite dans le présent article.

Le titulaire est tenu d'informer par écrit le maître d'œuvre de toutes les difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le C.C.T.P. et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions et règlements ou particularités des prestations à exécuter d'autre part.

Les prestations pour lesquelles certaines dispositions des documents graphiques et du C.C.T.P. pourraient soulever des divergences d'interprétation d'ordre technique ou architectural devront être exécutés conformément aux décisions du maître d'œuvre sans que cela ne puisse entraîner de modification du prix global et forfaitaire du marché.

Le titulaire est tenu de s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux. Il est donc réputé :

- Avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des lieux où se dérouleront les prestations, ainsi que des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage des matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;

Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations ; Avoir pris connaissance des dispositions particulières à adopter pour la protection des ouvrages existants et avoisinants et au respect de toutes les règles de sécurité.

Aucune plus-value ne sera accordée en raison de contraintes particulières prévisibles et/ou anticipables en amont du démarrage et de l'exécution des prestations. Tous frais annexes relatifs aux prestations et toute sujétion d'exécution devront être inclus et/ou pris en considération dans la proposition du titulaire.

La décomposition de l'offre globale et forfaitaire (DPGF) fournie par le titulaire dans le cadre de son offre n'a aucune incidence sur l'étendue ni sur la nature des travaux et prestations dus au titre du marché.

La DPGF a pour seul objet de permettre l'établissement de prix unitaires, notamment en cas de travaux modificatifs. Elle ne peut en aucun cas être utilisée pour remettre en cause le caractère global et forfaitaire de l'offre.

En conséquence, le titulaire est tenu de réaliser l'ensemble des travaux et prestations nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages et au parfait fonctionnement des équipements, y compris ceux qui ne figureraient pas dans la DPGF ou qui auraient été mal chiffrés, sous-chiffrés ou non chiffrés dans celle-ci.



### 1.3: Sécurité et protection de la santé

Le titulaire est tenu de prendre toutes les dispositions réglementaires de sécurité et de protection de la santé.

L'opération est soumise aux dispositions de la loi 93.1418 du 31 décembre 1993 et à son décret d'application n° 94.1159 en date du 24 décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

Il sera établi par le coordonnateur SPS avant le début des travaux un Plan Général de Coordination (P.G.C.), régissant la coordination du titulaire en matière d'hygiène et de sécurité. Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est également prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité.

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent, dans les délais réglementaires, participer à une inspection commune préalable avec le coordonnateur SPS.

Le titulaire doit se conformer aux injonctions du maître d'ouvrage dans le sens du respect des règlements de sécurité et protection de la santé.

Ces obligations sont applicables à chaque Titulaire (y compris cotraitants et sous- traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de trente (30) jours à compter du début de la période de préparation.

Le titulaire s'engage à respecter les consignes et dispositions en matière d'organisation des prestations, fourniture des documents, etc. qui seront fixées par le coordonnateur.

Le titulaire devra également avoir en permanence sur le chantier, un responsable habilité à :

- Recevoir les remarques éventuelles du coordonnateur SPS et signer le registre journal,
- Prendre les mesures nécessaires pour faire cesser immédiatement toute situation génératrice de risque.

Tous les frais inhérents au respect des présentes dispositions, sont inclus dans le marché du titulaire. Les titulaires de chaque lot doivent procéder en commun à une inspection et à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les diverses activités, les installations et les matériels (article R. 4512-2). Les titulaires de chaque lot sont tenus au respect des règles et obligations édictées par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, conformément aux dispositions de l'article R 4512-3 du code du travail :

- Il délimite le secteur de l'intervention des entreprises extérieures,
- Matérialise les zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers pour les travailleurs,
- Indique les voies de circulation que pourront emprunter ces travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature appartenant aux entreprises extérieures,
- Définit les voies d'accès de ces travailleurs aux locaux et installations à l'usage des entreprises extérieures prévus à l'article R. 4513-8.



Le titulaire doit se conformer aux injonctions du maître d'ouvrage et/ou du maître d'œuvre, dans le sens du respect des règlements de sécurité et protection de la santé.

Le titulaire s'engage à respecter les consignes et dispositions en matière d'organisation du chantier, fourniture des documents, etc. qui seront fixées par le Maître d'Ouvrage et/ou le maître d'œuvre.

Le titulaire devra également avoir en permanence sur le chantier, un responsable habilité à :

- Recevoir les remarques éventuelles du Maître d'Ouvrage et/ou du maître d'œuvre et signer le registre journal,
- Prendre les mesures nécessaires pour faire cesser immédiatement toute situation génératrice de risque.

Tous les frais inhérents au respect des présentes dispositions, sont inclus dans le marché du titulaire.

#### **1.4: Repérage amiante avant travaux**

Les installations et locaux concernés n'ont pas encore fait l'objet d'une identification d'amiante.

#### **1.5: Caractère global de la prestation**

Il est demandé aux titulaires de chaque lot de mettre en place une gestion globale des déchets produits sur le chantier qui comprend l'estimation des types et des quantités de déchets produits et spécifiant leur mode d'élimination (filiales, logistique associée) et dans l'ordre de priorité suivant :

- 1) Une minimisation des déchets produits,
- 2) Le tri et stockage sélectif sur le chantier,
- 3) Le choix d'exutoires permettant un tri ultérieur et limitant la mise en décharge.

Les titulaires de chaque lot devront établir un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED). Chaque SOSED mentionnera dès la phase de préparation du chantier :

- Les centres de stockage, de traitement ou centres de regroupement ou unités de recyclage ou lieux de réutilisation où seront acheminés les différents déchets à éliminer,
- Les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets (route, voie fluviale, voie ferrée, etc.),
- Les modes de transport par lesquels seront acheminés les déchets,
- Les déclarations préfectorales pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets,
- La définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination,
- La nature, la performance du processus de traitement et l'objectif de valorisation,
- Les dispositions prises par le producteur pour le tri des déchets,





- La recherche de filières adaptées à une valorisation optimale des déchets (analyse des coûts comparés des solutions de valorisation ou d'élimination),
- Les moyens de contrôle, suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux et les transports,
- Les dispositions adoptées pour la collecte intermédiaire, tels que conteneurs à roulettes, petites bennes, etc,
- La définition du nombre, de la nature et de la localisation des conteneurs pour la collecte des déchets,
- Les moyens humains et la formation mis en œuvre pour la gestion des déchets de chantier,
- Les arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploitation des centres de traitements des déchets utilisés.

## **PARTIE 3 – PÉRIODE DE PRÉPARATION**

### **ARTICLE 1 : DURÉE ET OBJECTIFS**

Le marché contient une période de préparation (pour tous les lots) fixée à un (1) mois maximum de préparation, par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, à compter de l'ordre de service de démarrage.

La période de préparation est une phase essentielle, critique à la réussite du chantier. Le fait de ne pas réaliser les tâches définies pour la période de préparation serait considéré comme une défaillance majeure par rapport aux obligations contractuelles du titulaire du marché.

Le cas échéant, lorsque leur réalisation est rendue nécessaire en raison de la nature des prestations, l'ensemble des études d'exécution doivent être faites et visées avant la fin de la période de préparation, conformément au planning contractuel mentionné à l'article 4.

### **ARTICLE 2 : DÉPENSES COMMUNES**

Toutes les entreprises titulaires d'un marché intervenant sur le chantier participent aux dépenses du compte prorata dont la gestion est assurée par le titulaire du lot 1 - sous le contrôle d'au moins 2 autres titulaires de marché à désigner à l'ouverture du chantier.

Sont à inclure dans les dépenses communes à la charge du compte prorata, les dépenses qui n'incombent pas à une entreprise nommément désignée et qui sont effectuées par des prestataires internes ou externes à l'opération, pour assurer la bonne marche ou l'organisation du chantier ainsi que la protection de la santé et de la sécurité des personnes.

Sont exclus du compte prorata, les dépenses des fournitures et ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

Chaque entreprise prévoira dans son offre un budget prévisionnel estimé à environ 1% du montant T.T.C. de son marché. Ce budget inclut la rémunération du gestionnaire au taux de 4% du montant H.T. des dépenses engagées.



Les dépenses du compte prorata sont effectuées par le gestionnaire sur présentation de factures acquittées ou de justificatif des dépenses selon les modalités suivantes :

- \* frais réels sur justification de main d'œuvre d'exécution du prestataire (salaires et charges). L'attachement signé par le MOE indiquera le temps passé, le nom et la qualification des ouvriers ;
- \* les frais de matériel sur justification ;
- \* les fournitures rendues chantier ; au prix HT du fournisseur rendu chantier ;
- \* les frais de consommation et les prestations sous traitées à des tiers ; au prix facturé
- \* A chacun de ces postes, il sera appliqué un coefficient multiplicateur de 1.00.

N°	Désignation de la prestation	Travaux exécutés par	Frais à la charge de
1	Aménagements vestiaires, réfectoire, bureau de chantier, transport, équipements et locations, nettoyage, consommables	Lot 1	Lot 1
2	Branchement et distribution d'eau, mise en place de coffrets électriques chantier et éclairage, entretien dépose	Lot 1	Lot 1
3	Panneau(x) de chantier (pose, entretien, dépose, location)	Lot 1	Lot 1
4	Containers et bennes (compris rotations)	Lot 1	Prorata
5	Replis des installations provisoires compris remise en état des lieux	Lot 1	Lot 1
6	Nettoyage du chantier en cas de défaillance	Lot 1	Prorata
7	Nettoyage et remise en état des lieux en fin d'opération	Lot 1	Prorata

### ARTICLE 3 : DÉMARCHES ET AUTORISATIONS

Le titulaire doit, le cas échéant, avant la fin de la période de préparation, effectuer toutes demandes auprès de services publics, services locaux ou autres pour obtenir les autorisations, instructions, accords, etc. nécessaires à la réalisation des travaux. Des copies de toutes correspondances et de tous autres documents relatifs à ces demandes et démarches devront être transmises au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.



#### **ARTICLE 4 : PLANNING**

Un planning détaillé d'exécution, basé sur celui figurant dans le DCE, est transmis pour validation du maître d'œuvre, par le titulaire, au début de la période de préparation. Après acceptation par les entreprises et le maître d'œuvre, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation du maître d'ouvrage et notifié aux entreprises.

Le titulaire est tenu de continuer le travail selon les effectifs nécessaires pour les tâches figurant au planning contractuel détaillé de l'opération, y compris en cas de modification du planning. En cas de retard les pénalités prévues à l'article 17.1 du C.C.A.P. s'appliquent.

#### **ARTICLE 5 : FIN DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION**

Lorsque l'ensemble des tâches devant être faites pendant la période de préparation ont été effectuées, le maître d'ouvrage émet un ordre de service ordonnant la fin de la période de préparation et le début du chantier.

Conformément à l'article 17.1 du C.C.A.P., les pénalités s'appliquent au titulaire pour tout retard dans le démarrage des prestations, et notamment des tâches de la période de préparation décrites dans le présent article du C.C.T.P.

### **PARTIE 4 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX**

#### **ARTICLE 1 : RÉUNIONS, PILOTAGE ET COORDINATION**

Des réunions de travaux réunissant les titulaires de chaque lot se tiendront a minima une (1) fois par semaine.

Un représentant unique désigné du Titulaire, éventuellement assisté d'un suppléant, est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier organisés par le maître d'œuvre et à toutes les réunions de coordination organisées.

#### **ARTICLE 2 : AGRÉMENT DES MATÉRIAUX, PRODUITS ET ÉQUIPEMENTS**

L'ensemble des matériaux, produits et équipements dont l'emploi est envisagé par les titulaires de chaque lot doit être soumis à l'agrément du maître d'œuvre.

Le titulaire remet au maître d'œuvre la fiche de demande d'agrément de matériaux, produits et équipements. Le maître d'œuvre dispose de dix (10) jours calendaires pour vérifier la conformité au marché des matériaux, produits et équipements proposés.



Il est de la responsabilité du titulaire d'obtenir l'agrément du maître d'œuvre avant toute mise en œuvre, en tenant compte du délai d'instruction et des nouvelles propositions qui seraient éventuellement nécessaires en cas de proposition d'un matériau, produit ou équipement non-conforme. Tout retard ou autre conséquence de l'absence d'obtention de l'agrément d'un matériau, produit et équipement est de l'entière responsabilité du titulaire.

## **PARTIE 5 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES DE CHANTIER**

### **ARTICLE 1 : SÉCURITÉ DES TIERS ET RESPECT DU VOISINAGE**

#### **1.1 Installation de chantier**

Le titulaire devra fournir les installations de chantier qu'il juge nécessaire pour la bonne réalisation des travaux et conformément à son Plan Particulier de Sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.).

Le Maître d'ouvrage met à disposition un sanitaire au N-1 de la fondation. Les titulaires de chaque lot se concerteront pour assurer le nettoyage à minima toutes les semaines et plus si besoin. Lors de la dépose ou pour entreposer du matériel, une zone dans le parking au sous-sol sera dédiée au Titulaire.

#### **1.2 Nettoyage du chantier**

Chaque titulaire se devra de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux et prestations dont il est chargé, et aura donc à sa charge l'évacuation de ses propres déchets selon des moyens appropriés ainsi que leur nature, le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations salies ou détériorées.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et chaque titulaire devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les règles, le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder aux enlèvements des déchets par une entreprise extérieure de son choix, les frais en seront supportés par le titulaire concerné.

#### **1.2 : Cotes et dispositions spatiales des ouvrages**

Avant toute exécution, chaque titulaire vérifiera toutes les cotes des plans qui lui seront remis, ainsi que toutes les dispositions particulières pouvant influencer ses travaux et/ou prestations (aplomb, décrochements, alignements, niveaux et autres). Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être mesurée directement sur les dessins.

Il signalera toutes les dispositions qui lui sembleraient contraires à la réglementation, ainsi que les erreurs ou omissions qu'il aurait pu relever.



Le titulaire devra se rendre compte sur place, après traçage et repérage, et avant toute mise en œuvre, de la possibilité de respecter les côtes et indications diverses figurant dans les études d'exécution.

Dans le cas de doute, le titulaire est tenu d'avertir immédiatement le maître d'œuvre.

### 1.3 : Protection des ouvrages

Le titulaire doit prendre toutes mesures afin de ne pas causer de détériorations ou de salissures sur les ouvrages existants ou sur les ouvrages finis déjà en place. Il devra prendre toutes les dispositions et précautions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages finis, qui ne devront subir aucun dommage, aussi minime soit-il.

Faute de se conformer à cette prescription, le titulaire responsable sera redevable des frais de réfection et de réparation induites.

NB : protection à minima du sol de l'escalier sur toute la hauteur par une feutrine adéquate fixée pour la durée du chantier jusqu'à la veille de la réception.

Protection également des murs de la cage d'escalier et de l'ascenseur (dans la limite de la charge prescrite de l'équipement) jusqu'à une hauteur de 2m.

## **PARTIE 6 – DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (DOE) et DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURES SUR LES OUVRAGES (DIUO)**

Conformément aux dispositions de l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, chaque titulaire de lot concerné est tenu de remettre au maître d'œuvre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), en un (1) exemplaire papier et un (1) exemplaire numérique (PDF et/ou DWG).

Les éléments constitutifs du DOE sont transmis selon les échéances suivantes :

- **Au plus tard lors de la demande de réception des travaux**, formulée conformément à l'article 41.1 du C.C.A.G. Travaux :  
les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants afférentes à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- **Dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de réception des travaux** :  
les autres pièces constitutives du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), ainsi que les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO).

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) comprend notamment :

- les plans d'exécution établis par le titulaire et conformes aux ouvrages réellement exécutés ;
- les notices de fonctionnement ;



- les prescriptions de maintenance.

Les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) comprennent les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures sur l'ouvrage, et notamment lors de son entretien.

Ces documents sont fournis en quatre (4) exemplaires, dont un sur un support permettant leur reproduction, à l'exception des documents photographiques. Lorsqu'ils sont transmis sous forme électronique, ils sont conformes aux formats et caractéristiques définis par le marché.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est transmis par le Maître d'œuvre au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

## **PARTIE 7 – PRINCIPE DES INSTALLATIONS**

Tous les travaux et prestations s'entendent complètement achevés et exécutés, et parfaitement finis et en état de fonctionnement.

En conséquence, le titulaire devra tous les travaux, fournitures et accessoires nécessaires à la finition des ouvrages de son corps d'état et de son/ses lot(s), comme faisant partie intégrante de son forfait, qu'ils soient ou non mentionnés sur le présent document et sur les plans directeurs d'exécution.

## **PARTIE 8 – RESPECT DES NORMES EN VIGUEUR**

Les titulaires des différents lots sont réputés, par le seul fait de la remise de leur offre, avoir parfaite connaissance de l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires, normatives et administratives applicables à l'exécution des prestations objet du présent marché, et s'engagent à s'y conformer strictement, sans restriction ni réserve.

À ce titre, chaque titulaire est tenu de respecter, pour ce qui concerne son ou ses lot(s), l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, normes, règles professionnelles, prescriptions techniques, instructions, recommandations, cahiers techniques, documents techniques unifiés (DTU), normes françaises et européennes, ainsi que, le cas échéant, les règles de l'art, en vigueur à la date de notification du marché ou devenues applicables en cours d'exécution, dès lors qu'elles sont opposables aux prestations concernées.

Cette obligation de conformité s'étend notamment, sans que cette liste soit limitative, aux dispositions relatives à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, à l'hygiène et à la prévention des risques professionnels, à la protection de l'environnement, à la gestion et à l'élimination des déchets, à l'accessibilité, à la performance énergétique, à la qualité des matériaux et des ouvrages, ainsi qu'aux prescriptions administratives, fiscales, sociales et douanières applicables.



Il appartient au titulaire, sous sa seule responsabilité, de se renseigner auprès des autorités et organismes compétents et de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer le respect de ces textes et prescriptions, sans que cette obligation puisse ouvrir droit à une quelconque indemnité, prolongation de délai ou révision du prix.

Le titulaire supporte seul les conséquences de toute infraction ou inobservation des dispositions précitées, et garantit le maître d'ouvrage contre toute réclamation, action, pénalité, sanction ou condamnation qui pourrait en résulter, quelle qu'en soit la nature.

## **PARTIE 9 – RESPONSABILITÉS**

Les plans, les schémas et quantités qui sont remis avec le dossier de consultation ne sont donnés qu'à titre de simple indication et devront être vérifiés par le titulaire avant l'établissement de sa proposition et de ses plans d'exécution.

Le titulaire ne pourra en aucun cas, après notification du marché, invoquer la méconnaissance de telle caractéristique de la construction envisagée.

Il ne pourra être réclamé de supplément ultérieurement, pour tout matériel qui aurait été omis à la proposition de l'offre, alors que la conception l'imposerait par elle-même.

Le titulaire s'engage du seul fait de répondre à l'offre, à exécuter dans les règles de l'art, une installation complète en parfait ordre de marche.

Les résultats de l'étude correspondante seront éventuellement soumis à l'approbation de l'ingénieur-conseil qui devra donner son avis dans un délai d'un (1) mois. L'absence de réponse vaudra approbation.

## **PARTIE 10 – DOCUMENTS À FOURNIR**

### **ARTICLE 1 : AVANT L'EXÉCUTION**

Le cas échéant, quand les prestations de son/ses lot(s) le justifient, le titulaire :

- doit se conformer strictement au planning d'exécution, conformément à l'article 4, de la partie 3 du présent C.C.T.P. ;

- soumet à l'approbation du maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage tous les éléments nécessaires, en deux exemplaires, et notamment :

- Les plans d'exécution des ouvrages (P.E.O) ou plans de détails, en particulier :
  - Les notices techniques des fournisseurs du matériel,
  - Le plan d'implantation du matériel dans chaque local,
  - Les procès-verbaux d'homologation et d'essais du matériel.

Toute exécution prématurée des ouvrages avant approbation des plans par le maître d'œuvre, s'effectuerait sous la seule responsabilité du titulaire. Les modifications qui pourraient lui être



demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences de retard sur le planning général du chantier.

## **PARTIE 11 – MISE EN SERVICE - GARANTIE**

### **ARTICLE 1 : ESSAIS**

Les essais de fonctionnement continu et de bonne réalisation seront effectués au cours de l'année suivant la réception.

Un PV signé par le titulaire du marché attestera de la validation de tous les essais.

## **PARTIE 12 – DESCRIPTIF DES TRAVAUX**

Chaque titulaire devra la réalisation du/des lot(s) qui le concernent pour la réalisation des prestations et travaux référencés dans le CCTP spécifique aux lots.